Que pensent, que veulent les jeunes Français?

Olivier Galland / 13 juin 2019



L'édition 2018 de l'enquête sur les valeurs (la cinquième édition depuis 1981[1]) permet d'analyser les orientations fondamentales des Français. Un livre récent a rendu compte des principaux résultats[2]. Je voudrais dans cette chronique faire un focus sur les valeurs des jeunes puisqu'on s'accorde à reconnaître depuis Ronald Inglehart que les valeurs évoluent avec le renouvellement des générations.

L'illusion des ruptures générationnelles

Avant de présenter quelques résultats saillants, il faut mettre à bas une idée reçue tenace que permettent de démentir précisément les différentes éditions des enquêtes sur les valeurs. Cette idée est une extrapolation excessive de la thèse sur le renouvellement des générations. L'évolution des valeurs se fait bien par le renouvellement des générations… mais c'est une évolution, pas une révolution, comme ont trop souvent tendance à le dire les médias et les hommes de marketing. L'idée que chaque génération nouvelle (X, Y, Z…) serait porteuse d'une identité particulière radicalement différente de celles de leurs devancières a sans doute une part de vérité en ce qui concerne les modes culturelles. Mais elle est démentie en ce qui concerne les valeurs qui sont des orientations beaucoup plus stables. Les enquêtes sur les valeurs montrent bien des évolutions générationnelles, mais celles-ci sont graduelles, ce sont des tendances qui se prolongent ou s'accentuent, rarement des décrochages brutaux. Les historiens l'ont bien montré, les clivages générationnels profonds se manifestent à l'occasion « d'événements fondateurs » qui sont liés généralement à des guerres ou à des révolutions, en tout cas à des bouleversements historiques profonds de la société, qui créent un sentiment de table rase chez les jeunes générations. Par définition ces événements sont rares.

Une seconde illusion est liée à la première, celle selon laquelle, sur le plan des valeurs, les jeunes seraient radicalement différents des adultes. On verra bien sûr dans la suite de cette chronique qu'ils le sont sur certains points, mais les données des enquêtes valeurs démentent l'idée qu'ils le seraient de façon radicale. D'ailleurs, lorsqu'on étudie ces données au niveau européen, on est frappé de constater que, le plus souvent, les jeunes d'un pays donné ont en moyenne des valeurs plus proches de celles des adultes de même nationalité, que des jeunes des autres pays européens. La proximité nationale l'emporte sur la proximité générationnelle.

L'enquête sur les valeurs est très riche et je ne pourrai pas rendre compte de l'ensemble des résultats qu'elle contient. Essayons simplement de mettre en exergue quelques traits saillants.

Bonheur privé, malheur public

Une des premières choses qui frappe et qui étonne tant elle va à l'encontre des idées couramment admises, c'est que les jeunes se déclarent massivement plutôt satisfaits de la vie qu'ils mènent. Ceux qui se déclarent insatisfaits (en se plaçant en deçà de 5 sur une échelle de 1 à 10) ne représentent que 7% des 18-24 ans, tandis que 60% se situent entre 5 et 8 sur l'échelle de satisfaction et un tiers se déclarent très satisfaits (en se plaçant en position 9 ou 10). Mais surtout, la satisfaction n'a fait qu'augmenter depuis 1981 : alors ils étaient presque deux fois plus nombreux à se déclarer insatisfaits de leur vie (13%) et deux fois moins nombreux à se déclarer très satisfaits (15%). Notons également que les jeunes se déclarent plus satisfaits de leur vie que les adultes.

Cette satisfaction affichée paraît contradictoire avec beaucoup de propos ou de commentaires sur

la jeunesse présentée souvent comme « sacrifiée », précarisée, pauvre, déclassée. Ce sont les commentaires qu'on entend le plus souvent à son sujet. Les jeunes sont-ils des victimes consentantes ? Je crois plutôt que le tableau que l'on dresse de l'état de la jeunesse est souvent noirci de façon excessive. Les jeunes ont profité depuis 30 ou 40 ans d'une extraordinaire croissance du niveau d'étude, on atteint aujourd'hui le seuil de 80% de bacheliers dans une génération et les trois-quarts de ces bacheliers poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur. Or les jeunes qui ont poursuivi des études sont plus optimistes à l'égard de leur situation personnelle. L'évolution de la structure des emplois a permis à la plupart des diplômés du supérieur d'accéder à l'emploi dans des conditions satisfaisantes comme le montrent les enquêtes répétées du CEREQ sur le devenir des sortants du système éducatif. En réalité la jeunesse est de plus en plus polarisée entre les sortants sans diplôme dont la situation se dégrade d'année en année mais qui ne forment qu'une petite minorité de la jeunesse (13% des sortants avec le brevet des collèges au mieux selon le ministère sur les années 2013-2014-2015) et ceux qui parviennent à acquérir une qualification même d'un niveau modeste.

Mais ce relatif optimisme individuel de la majorité des jeunes se combine à une forte défiance à l'égard de la société et de ses institutions, défiance d'ailleurs partagée par les adultes. Cette défiance se manifeste à l'égard des institutions politiques, administratives, syndicales et médiatiques et elle s'est fortement accrue. Par exemple, seuls 30% des jeunes disent avoir confiance dans le Parlement (ils étaient 46% dans ce cas en 1981). Mais elle s'exerce aussi à l'égard des individus ordinaires : c'est une question classique des enquêtes sur les valeurs, seuls 27% des jeunes (comme des adultes) disent « qu'on peut faire confiance à la plupart des gens », 72% déclarant « qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

D'autres questions de l'enquête sur le même thème semblent même montrer que les jeunes Français sont plus méfiants que les adultes : 37% des 18-24 ans disent par exemple ne pas faire confiance à leurs voisins (20% des adultes) et 74% disent ne pas faire confiance aux « gens qu'ils rencontrent pour la première fois » (64% des adultes). C'est la trame de la vie sociale ordinaire qui semble nimbée de méfiance dans notre pays.

Ce contraste entre la satisfaction privée et la désillusion ou la méfiance sociétale est évidemment saisissant. Des caractéristiques culturelles de longue durée l'expliquent en partie : dans les pays de culture catholique dont la France fait partie le sentiment d'intégration sociale est de longue date nettement plus faible que dans les pays de culture protestante. Mais cette faiblesse de l'intégration sociale semble, en France, s'aggraver d'année en année, notamment chez les jeunes qui ont peut-être une propension à se replier de plus en plus sur la sphère privée – la famille et les amis – et la culture de classe d'âge. C'est certainement, à l'avenir, un défi pour les institutions éducatives, associatives et politiques que de parvenir à remobiliser les jeunes sur des enjeux sociétaux.

Une demande de protection

Pourtant, toutes les institutions ne sont pas rejetées par les jeunes. Mais sur ce point à nouveau le résultat des enquêtes valeurs peut surprendre. En effet, parmi les institutions qui recueillent au moins 70% de confiance (une grande ou une certaine confiance), on trouve l'armée et la police ! Arrêtons-nous un instant sur ce résultat surprenant : il montre que l'image médiatico-politique de la jeunesse est singulièrement faussée. Les jeunes sont « représentés », notamment dans les lycées et les universités, par des organisations dont la représentativité est très faible, mais qui prétendent s'exprimer au nom de l'ensemble de la jeunesse. Ces organisations sont promptes à tenir un discours anti-autoritaire et « antirépressif » et à dénoncer la police, discours complaisamment retransmis par les médias. En réalité ces sentiments ne sont pas partagés par la majorité des jeunes qui reste silencieuse et s'exprime peu dans la vie publique. C'est d'ailleurs l'intérêt des enquêtes comme les enquêtes sur les valeurs auprès d'échantillons représentatifs de faire apparaître ces tendances de fond peu visibles dans le débat public. Notons également qu'une large majorité de jeunes adhère à l'idée de renforcer l'autorité : en 1981, 42% des 18-24 ans

trouvaient que « ce serait une bonne chose qu'on respecte davantage l'autorité » ; ils sont 64% à le dire en 2018.
Mais le rapport des jeunes aux institutions ne se limite pas à une demande d'autorité. Il exprime plus largement une demande de protection. En témoignent les autres institutions plébiscitées par les jeunes : le système de santé, le système de sécurité sociale, le système éducatif. À travers ces institutions c'est l'État qui est appelé à jouer ce rôle protecteur.
On voit cette demande s'exprimer également à travers les réponses des jeunes à d'autres questions sur les valeurs économiques. C'est peut-être ainsi que l'on peut interpréter le renforcement des opinions « étatistes » chez les jeunes (elles se renforcent également chez les adultes) : ils sont ainsi plus nombreux qu'autrefois à estimer que « l'État devrait avoir la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins » (vs « les individus devraient avoir davantage la responsabilité de leurs propres besoins ») et à approuver l'idée des nationalisations plutôt celle du développement de la propriété privée des entreprises. La balance entre les opinions étatistes et les opinions libérales est assez équilibrée mais les premières se sont renforcées au détriment des secondes. Pour autant les jeunes ne rejettent pas l'économie de marché, puisque l'idée centrale de « concurrence » est plus acceptée que refusée et que cette acceptation se renforce. Autrement dit, les jeunes sont plutôt favorables à l'économie de marché, mais considèrent que l'État a un rôle essentiel à jouer pour en corriger les excès et protéger les individus de ces excès possibles.

Valeurs écologiques: le ciment des jeunes Français?

Les valeurs écologiques pourraient-elles constituer un corps de valeurs mobilisateur pour relancer la participation des jeunes à la société ? Indéniablement, les jeunes adhèrent à ces valeurs. Leur confiance dans les organisations environnementales est élevée (70%) et ils semblent prêts à agir pour la protection de l'environnement. 59% se disent prêts par exemple « à donner de l'argent pour éviter la pollution » et le même pourcentage est d'accord avec la proposition « On devrait donner la priorité à la protection de l'environnement, même si cela ralentit la croissance économique et si certains perdent leur emploi ». Notons cependant que sur ces différentes questions, les jeunes ne sont pas plus écologistes que les adultes. L'ensemble des Français veut défendre l'environnement et est inquiet à ce sujet.
À l'issue des élections européennes, les commentateurs ont remarqué que la liste EELV avait plus attiré les jeunes : 23% des 18-24 ans auraient voté pour cette liste, 13% des 25-4 ans et seulement 9% des 65 ans et plus (sondage Ifop Fiducial du 27 mai 2019). Mais attention à ne pas surinterpréter ces chiffres : ce résultat porte sur la sociologie des votants, or les jeunes se déplacent peu pour les élections intermédiaires. Selon la même enquête de l'IFOP, l'abstention chez les jeunes de moins de 25 ans à cette élection a été de 73% ! Rapporté à l'ensemble des jeunes, en tenant compte de ce taux d'abstention, l'engouement pour la liste verte est beaucoup moins impressionnant : ce serait seulement 6% des 18-24 ans qui lui auraient donné leur suffrage, pas plus finalement que les 65 ans et plus dont le taux de participation est très élevé (67%). Pour résumer, les jeunes politiquement mobilisés sont indéniablement attirés par le vote écologiste, mais les jeunes politiquement mobilisés sont bien peu nombreux. Il reste donc beaucoup de chemin pour que les jeunes deviennent des participants actifs à la cause écologiste… ou à d'autres causes.
D'ailleurs, d'autres résultats sur les attitudes politiques des jeunes suscitent un peu d'inquiétude pour ceux qui sont attachés à la démocratie représentative. Seuls 43% des jeunes de 18-24 ans considèrent comme « absolument important » de vivre en démocratie[3]. Et l'attrait pour les solutions politiques autoritaires semble se renforcer : 8% des jeunes de 18-24 ans disaient en 1999 que « ce serait une bonne chose que l'armée dirige le pays », ils sont 20% à adhérer à cette idée en 2018 ; et 24% considèrent que ce serait une bonne chose (très bonne ou assez bonne) que « d'avoir à la tête du pays un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». Ces opinions restent heureusement minoritaires, mais elles attirent néanmoins une proportion significative de jeunes. La défiance sociétale semble commencer à atteindre le cœur

même des valeurs républicaines dans au moins une partie de la jeunesse. Il est certainement grand temps d'agir pour enrayer ce processus de désaffiliation.

[1] L'enquête est réalisée tous les neuf ans depuis 1981 (1990, 1999, 2008, 2018).
[2] P. Bréchon, F. Gonthier, S. Astor (dir.), *La France des valeurs*, PUG, 2019
[3] En se plaçant en position 10, sur une échelle en dix positions allant de 1 (pas important) à 10 (absolument important).